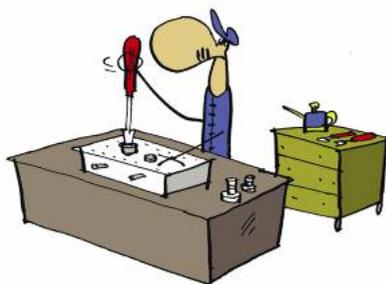


Le circuit économique

Les quatre acteurs principaux de l'économie sont les ménages, les entreprises, l'État et les banques. Les flux économiques sont des échanges monétaires ou des échanges de biens et de services entre ces acteurs.



1 L'employé fournit le travail qui permet à l'entreprise de créer de la valeur ajoutée.

- Les trois secteurs (p. 12)
- Les syndicats (p. 48)



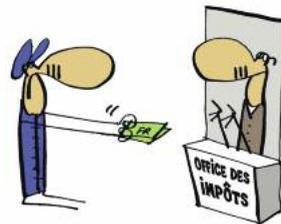
2 L'entreprise verse un salaire à son employé en échange de son travail.

- Formes juridiques des entreprises (p. 36)
- Grandes entreprises et PME (p. 38)
- Les entrepreneurs (p. 40)
- Les comptes de l'entreprise (p. 42)



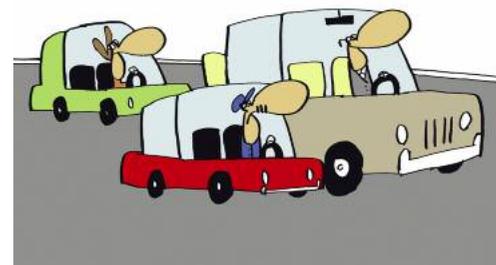
3 Avec l'argent qu'il a gagné, l'employé peut s'acheter les biens et les services dont il a besoin.

- Offre et demande (p. 52)
- La concurrence (p. 54)
- Les prix (p. 56)
- L'inflation (p. 58)
- La monnaie (p. 62)



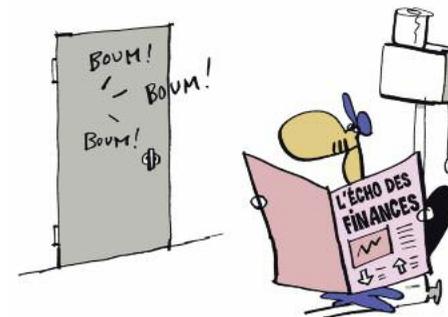
4 L'employé doit payer des impôts à l'État. C'est aussi le cas de l'entreprise.

- Les impôts (p. 28)



5 L'État fait des investissements qui bénéficient à l'ensemble de la population (en construisant des routes, par exemple).

- La politique économique (p. 22)
- Les finances publiques (p. 26)
- Les entreprises publiques (p. 46)



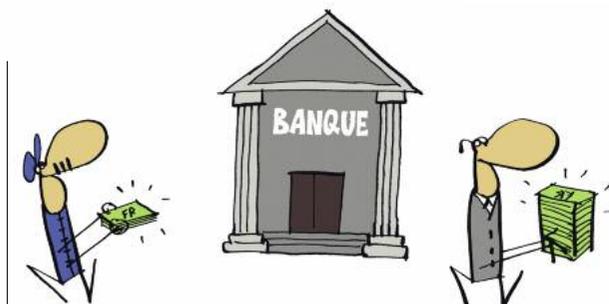
7 L'employé peut aussi investir une partie de son argent.

- La bourse (p. 70)
- Les produits financiers (p. 72)



9 L'économie d'un pays ne fonctionne pas en circuit fermé ; elle est soumise à la concurrence internationale.

- La mondialisation de l'économie (p. 80)
- L'OMC (p. 82)
- La Suisse et l'Europe (p. 84)
- Les relations Nord-Sud (p. 86)
- L'ouverture à l'extérieur (p. 92)



6 L'employé peut placer une partie de son argent à la banque. L'entreprise peut emprunter de l'argent pour faire de nouveaux investissements et développer ses activités.

- La BNS (p. 64)
- Les banques (p. 66)



8 Si l'employé s'enrichit, il consomme des biens et des services et contribue à la croissance de l'économie dans son ensemble.

- Le PIB (p. 16)



10 La croissance économique ne profite pas à tout le monde de la même façon. Elle peut aussi avoir des effets pervers.

- Les cycles économiques (p. 18)
- Le chômage (p. 32)
- La crise financière de 2007-2008 (p. 74)
- Les inégalités (p. 94)
- Économie et environnement (p. 96)

Les trois secteurs

L'activité économique se divise en trois secteurs : primaire, secondaire et tertiaire.



Secteur primaire

(3,4 % de la population active suisse en 2016)
En Suisse, ce secteur se compose essentiellement de l'**agriculture**, qui a connu un important déclin au cours des dernières décennies. Avec la diminution des aides fédérales, de nombreuses exploitations sont condamnées à disparaître.

Secteur secondaire

(21,1 % de la population active suisse en 2016)
Les **industries** suisses emploient moins de main-d'œuvre depuis quelques décennies, notamment dans les secteurs du textile et des machines. Certaines branches qui exigent un haut degré de précision et de qualité, comme l'horlogerie et la pharmacie, ont toutefois réussi à se développer.

Secteur tertiaire

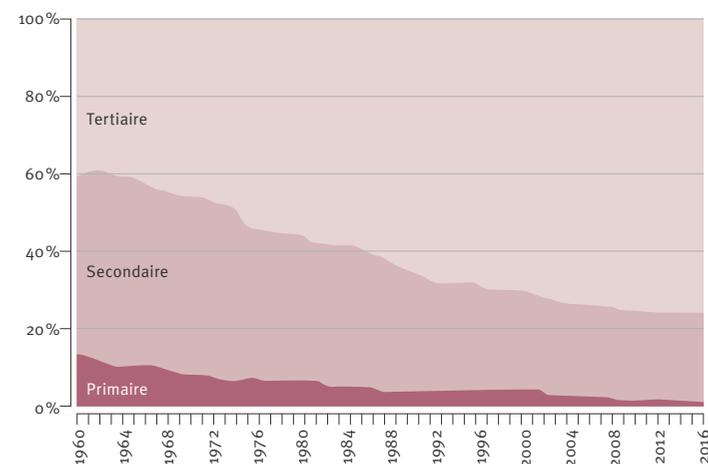
(75,5 % de la population active suisse en 2016)

Le secteur tertiaire est dominé par les **services** : commerce, assurances, banques, tourisme, santé, éducation, administration publique, etc.



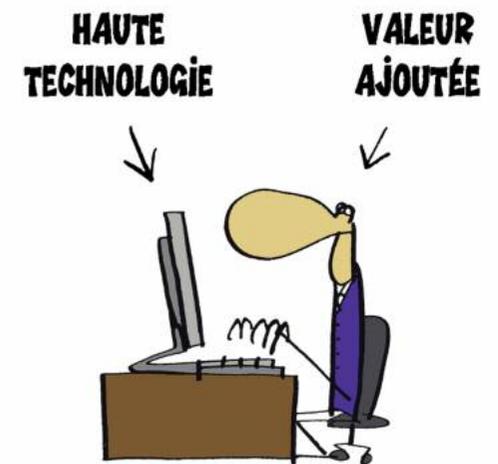
Au milieu des années 1960, l'entreprise Paillard était connue dans le monde entier pour ses machines à écrire Hermès et ses caméras Bolex. Elle employait quelque 6000 personnes dans ses usines d'Yverdon et de Sainte-Croix. Une décennie plus tard, l'entreprise a été liquidée, devenant un symbole du déclin de l'industrie en Suisse. La population de Sainte-Croix est passée de 6900 habitants en 1960 à 4800 aujourd'hui.

Évolution de la population active par secteur en Suisse



L'explosion du secteur tertiaire

- Dans les pays développés, le secteur tertiaire a connu une croissance importante au XX^e siècle. Ce phénomène marque le passage à la **société post-industrielle**.
- La **mondialisation** (→ p. 80) a accéléré ce processus. Les pays ayant une population fortement instruite (comme la Suisse) ont pu se concentrer sur la production de services à haute valeur ajoutée, fondés sur la **connaissance** et l'**information**. La production agricole et industrielle s'est déplacée vers d'autres pays moins développés.
- Le développement des **loisirs** (tourisme, cinémas, parcs d'attractions, etc.) dans les pays riches contribue aussi à l'essor du secteur tertiaire.
- Le **vieillessement de la population** engendre également de nouveaux besoins de services, notamment dans le domaine des soins.



Sauver l'industrie ?

- Face au déclin du secteur secondaire, certains pays prônent la mise en place d'une **politique économique interventionniste** (→ p. 22).

En France, de nombreux politiques estiment que l'État doit mettre en place une « politique industrielle » visant à contrer la désindustrialisation.

- En Suisse, la plupart des forces politiques sont plutôt opposées à toute mesure qui favoriserait le secteur industriel en particulier.



En 2009, les gouvernements américain et canadien ont mis en place un plan de sauvetage sans précédent pour l'industrie automobile nord-américaine. En injectant quelque 85 milliards de dollars, ils ont évité une faillite quasi certaine aux trois géants de l'automobile, General Motors, Ford et Chrysler.

Le PIB

Le produit intérieur brut correspond à la valeur totale des biens et des services produits sur un territoire donné durant une année.

Un outil de mesure de la croissance

- En Suisse, l'Office fédéral de la statistique se charge chaque année de calculer le **produit intérieur brut (PIB)**. Pour éviter que la même production soit comptée plusieurs fois, seules les **valeurs ajoutées** sont additionnées.

Exemple : pour le fromage, on additionne le prix du lait (la valeur ajoutée par le paysan), le travail de fabrication (la valeur ajoutée par le fromager) et la distribution (la valeur ajoutée par le commerçant). La somme des valeurs ajoutées donne le prix final du fromage.

- L'évolution du PIB d'une année à l'autre correspond au **taux de croissance** de l'économie.

PIB et revenu national brut

- Le **PIB** tient compte de la production sur un territoire donné, sans critère de nationalité.

Le PIB suisse, c'est la richesse générée par les personnes et les entreprises établies en Suisse.

- Le **revenu national brut** inclut également les revenus reçus de l'étranger (par exemple, les profits d'une entreprise suisse établie à l'étranger), moins les revenus versés aux non-nationaux (par exemple, les profits d'une entreprise étrangère établie en Suisse).

Le revenu national brut suisse, c'est la richesse générée par les personnes et les entreprises suisses et à travers le monde.



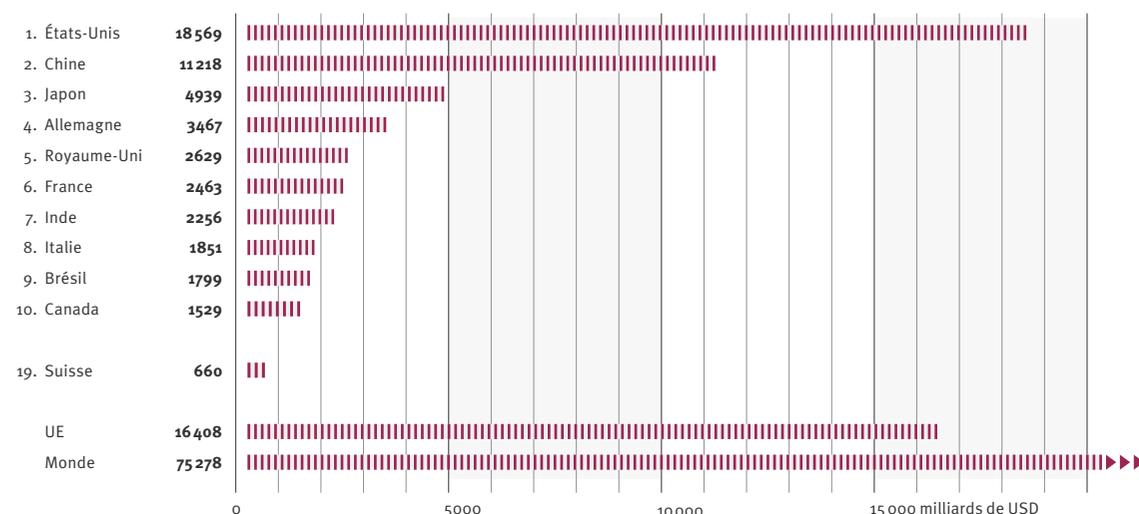
Le PIB représente le produit de l'activité de millions d'êtres humains. En 2016, le PIB de la Suisse (8 millions d'habitants et 19^e économie du monde) était de 661 milliards de francs.



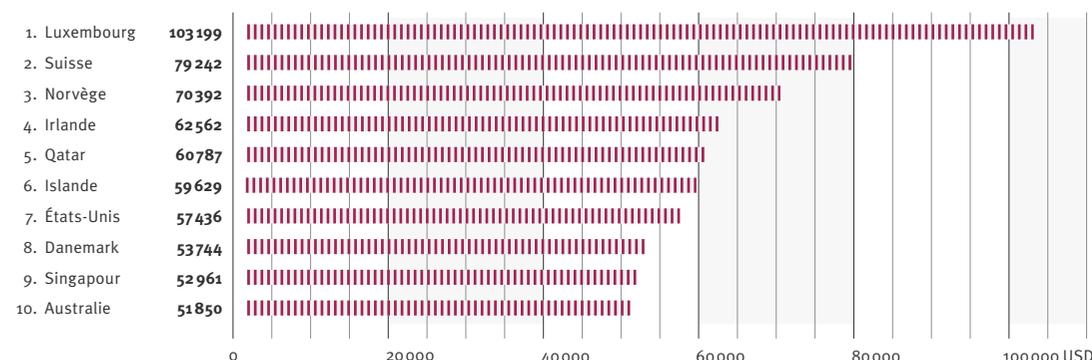
Un outil de comparaison internationale

Le PIB permet de mesurer les économies entre elles.

Le PIB des principales économies du monde en 2016



Le PIB par habitant en 2016



Ce classement ne tient pas compte des différences de pouvoir d'achat entre les pays.

Les limites du PIB

- Le PIB ne donne aucune indication de la **répartition des richesses** dans une économie.
- Le PIB ne tient pas compte de l'économie souterraine (issue entre autres du **marché noir**). Dans certains pays, celle-ci est importante et peut représenter plus de la moitié de la richesse produite en un an.
- Plusieurs pays utilisent des **outils statistiques défectueux** pour établir leur PIB, ce qui rend la comparaison approximative.
- Pour pouvoir comparer les PIB entre eux, il faut les convertir en dollars. Mais comme les **taux de change** fluctuent, l'approximation de la comparaison est encore renforcée.



Croissance annuelle du PIB

	Suisse	Chine
2005	3,0%	11,4%
2006	4,0%	12,7%
2007	4,1%	14,2%
2008	2,3%	9,7%
2009	-2,1%	9,4%
2010	3,0%	10,6%
2011	1,8%	9,5%
2012	1,0%	7,9%
2013	1,8%	7,8%
2014	2,0%	7,3%
2015	0,8%	6,9%
2016	1,3%	6,7%

Les impôts

Les impôts sont sujets à d'importants débats politiques. Le niveau d'imposition définit la capacité d'intervention d'un État, mais il influence aussi son niveau de compétitivité face aux autres États.

La politique fiscale

- Les impôts servent à **financer les activités de l'État** et à **redistribuer les revenus** au sein de la société.
- En Suisse, l'impôt sur le revenu est **progressif** : plus on gagne, plus on paie d'impôt.
Exemple : à Fribourg, le taux de l'impôt cantonal pour un revenu annuel de 62 000 francs est de 9 %. Pour un revenu de 200 000 francs, il est de 13,4 %.
- Les partis de droite cherchent généralement à limiter les impôts, voire à les **diminuer**.

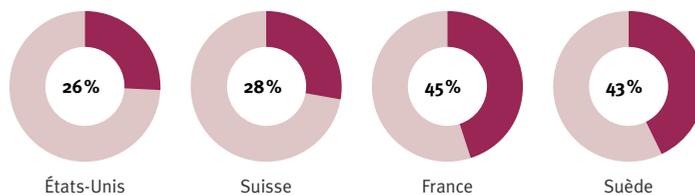
- Certains pays ont introduit un taux unique pour l'impôt sur le revenu, appelé « **flat tax** ». Ce système simplifie la perception des impôts, mais il remet aussi en question le principe de progressivité et de solidarité, qui veut que les riches versent une **proportion** plus grande de leur revenu aux impôts.



La concurrence fiscale

- En Suisse, il existe une concurrence fiscale entre les cantons. Certains d'entre eux cherchent à attirer les riches contribuables et les entreprises en offrant des conditions fiscales favorables.
- La concurrence fiscale existe aussi, dans une moindre mesure, entre les communes.

Quote-part fiscale en pourcentage du PIB en 2015



Les taux d'imposition des bénéfices des entreprises en Suisse varient selon les cantons entre 16 % et 25 %. En Irlande, le taux est de 12,5 %, en France de 33 % et aux États-Unis de 40 %.

La Suisse, un paradis fiscal ?

Pour la plupart de ses habitants, la Suisse n'a rien d'un paradis fiscal. Cependant, pour certaines catégories de personnes ou de sociétés, le niveau d'imposition en Suisse est très bas.

La gestion de fortune offshore

- Grâce au **secret bancaire** (→ p. 69), des fonds étrangers non déclarés ont longtemps été gérés par les banques suisses.

On estime qu'au début des années 2000, plus de la moitié des avoirs détenus par des étrangers en Suisse étaient non déclarés.

- Ce phénomène est en nette diminution aujourd'hui, en raison de l'affaiblissement du secret bancaire.

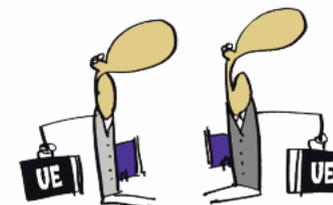
Les forfaits pour riches étrangers

- De nombreux cantons, surtout romands, proposent des **forfaits fiscaux** aux riches étrangers n'exerçant aucune activité lucrative en Suisse. Ce mode de calcul, fondé sur les **dépenses** (et non pas sur le revenu), permet d'économiser des impôts.
- Récemment, plusieurs cantons ont aboli les forfaits fiscaux. Une initiative fédérale en faveur de l'abolition des forfaits a été soumise au peuple et refusée en 2014.

Le statut spécial des sociétés

- Certains types d'entreprises ont un statut spécial qui leur permet de bénéficier d'un traitement fiscal favorable. C'est le cas des **sociétés de holding**, qui gèrent des participations dans d'autres entreprises, et des **sociétés d'administration**, qui établissent leur siège en Suisse mais n'y exercent pas d'activité commerciale. On parle aussi parfois de **sociétés de domicile**, de **sociétés auxiliaires** ou de **sociétés mixtes**.

Mise sous pression par l'Union européenne, la Suisse doit supprimer ces statuts spéciaux. Une réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), visant à limiter la perte de compétitivité due à la suppression des statuts spéciaux, a été rejetée par le peuple et les cantons en 2017.



En offrant des conditions fiscales avantageuses, plusieurs petits cantons sont devenus des paradis pour certains types d'entreprises internationales. À Pfäffikon (SZ), on trouve par exemple des dizaines de sociétés financières spécialisées dans la gestion de fonds. La ville de Baar (ZG) est connue pour ses entreprises de commerce de matières premières.



La mondialisation de l'économie

La mondialisation est un vaste processus de libéralisation des échanges de biens, de services et de capitaux à l'échelle planétaire. Elle est liée au développement de la concurrence et à l'évolution technologique, notamment en matière de transports et de télécommunications.

Historique

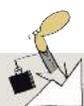
- Les prémices de la mondialisation s'inscrivent à l'époque des **grandes découvertes** (XVI^e siècle). C'est alors qu'apparaissent les premières entreprises internationales.

Exemple : la Compagnie hollandaise des Indes orientales, une des premières sociétés anonymes par actions.

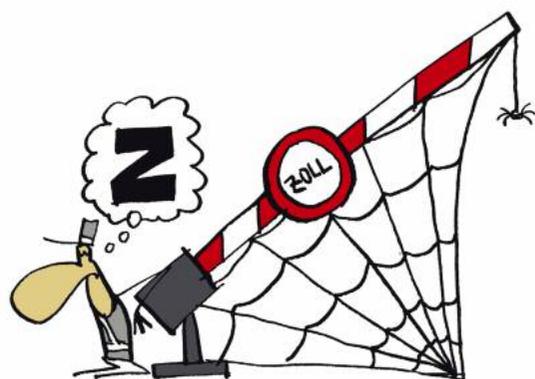
- La **révolution industrielle** (XIX^e siècle) accroît considérablement la productivité et pousse les entreprises à trouver de **nouveaux marchés** pour écouler leurs marchandises. De grands groupes industriels sont créés (Nestlé en Suisse, Siemens en Allemagne, Ericsson en Suède). Le commerce croît de façon exponentielle jusqu'à la Première Guerre mondiale.
- Les deux conflits mondiaux marquent un coup d'arrêt à la mondialisation, et il faut attendre les **années 1970** pour que les échanges internationaux reprennent massivement.
- La libéralisation des échanges, initiée par les pays riches dans les **années 1980**, impose aux pays pauvres d'abaisser leurs tarifs douaniers en échange de prêts.
- L'effondrement du bloc soviétique, au **début des années 1990**, accentue encore le processus de mondialisation, ouvrant de nouveaux marchés à l'économie internationale.

La pensée économique libérale a triomphé sur presque toute la planète, y compris, dans une certaine mesure, en Chine communiste.

- Les **causes de la mondialisation** sont multiples :
 - la baisse des **tarifs douaniers** (ils sont passés de 40 % à 5 % en moyenne) entraînant une augmentation des échanges ;
 - la libéralisation des **mouvements de capitaux** permettant aux entreprises d'investir facilement à l'étranger et de profiter d'une main-d'œuvre bon marché ;
 - la baisse du **coût des transports** aériens et maritimes ;
 - le développement des **télécommunications** ;
 - la mise en place de vastes **zones de libre-échange** (Union européenne, Mercosur, ALENA, ASEAN) ;
 - l'élargissement du nombre d'États membres de l'**OMC** (→ p. 82).



Les délocalisations ne sont pas un phénomène nouveau. Au XIX^e siècle, on délocalisait déjà, mais vers la campagne où les salaires étaient plus bas et où les syndicats étaient faibles et mal organisés.



Effets pervers

- La concurrence d'une main-d'œuvre moins chère dans certains pays a tendance à faire **baissier les salaires** des emplois les moins qualifiés dans les pays développés et à y générer du **chômage**.
- La **spéculation** se fait à l'échelle internationale. Certains investisseurs ont une vision à **court terme** et cherchent le profit immédiat. Cela fragilise le tissu économique de certaines régions.
- L'industrialisation galopante de certaines parties du monde (notamment la Chine) se fait sans tenir compte des dommages collatéraux (**pollution, exploitation** de certaines catégories de population, surexploitation des ressources naturelles).
- Les décisions prises par les principaux acteurs de la mondialisation (G7, OMC, FMI, Banque mondiale) excluent de nombreux pays pauvres du processus. Cela accroît le **clivage Nord-Sud** (→ p. 83).



Les effets pervers de la mondialisation ont favorisé l'émergence de mouvements altermondialistes (favorables à une *autre* mondialisation), dont les mieux organisés sont Attac et le Forum social mondial. Pour la plupart d'entre eux, la mondialisation est un fait acquis, mais ils souhaitent que certaines mesures soient prises pour limiter les dommages collatéraux. Ils prônent notamment le retour à plus de régulation de la part des États.

Opportunités

- La **division mondiale du travail** a tendance à s'accroître, selon la théorie des avantages comparatifs (→ p. 7). La richesse globale devrait suivre et, à terme, les inégalités entre les différentes parties du globe devraient se réduire.
- Pour s'intégrer au commerce mondial, les pays pauvres doivent développer leurs infrastructures et garantir certains standards de sécurité. À terme, ces changements devraient bénéficier à leur population.
- Le **G20**, qui réunit les vingt principales économies du monde, a été créé en 1999 pour favoriser la prise en compte des pays émergents dans la concertation internationale. Depuis la crise financière de 2007-2008, il a considérablement gagné en importance.

La Suisse n'a pas été invitée à faire partie du G20.

